

# MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine trimestriel • Numéro 32

Octobre-Décembre 2016 • 10,95 €

*Défis économiques après  
l'accord sur le nucléaire*

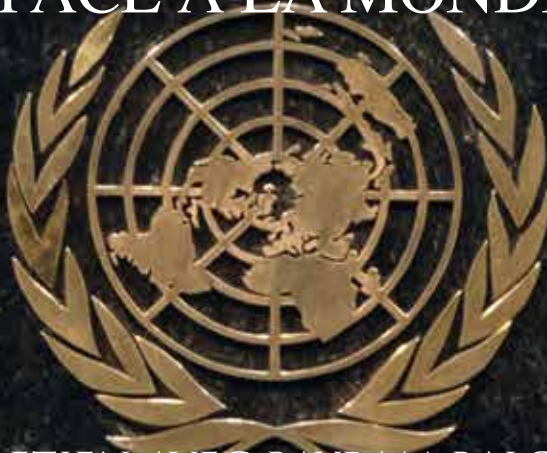
*Être sunnite dans un  
régime islamique chiite*

*Une nation aux  
identités multiples*



## IRAN

UNE SOCIÉTÉ FACE À LA MONDIALISATION



ENTRETIEN AVEC BAYRAM BALCI

*La Turquie de Recep Tayyip Erdogan*

WWW.MOYENORIENT-PRESSE.COM

M 07419 - 32 - F : 10,95 € - RD



# Sommaire

Moyen-Orient n° 32 • Octobre-Décembre 2016

6 Actualités - Agenda - « Islam(s) »

9 Dessins pour la paix

## REGARD...

10

10 ... de Bayram Balci sur la Turquie  
de Recep Tayyip Erdogan

## DOSSIER

15

16 Repères Iran : Cartographie

18 La République islamique d'Iran dans tous ses états  
Yann Richard

24 Les identités iraniennes : du mazdéisme  
au chiïsme d'État  
Entretien avec Leïli Anvar

29 Repères société : Qu'est-ce qu'être féministe en Iran ?  
Anne Lohéac

30 Dubaï, un pôle de pratiques artistiques pour l'Iran ?  
Amin Moghadam

36 L'Iran à l'épreuve de la fuite des cerveaux  
Clément Therme

41 La création littéraire d'un Iran qui s'ouvre au monde  
Laetitia Nanquette

46 Repères culture : Qu'est-ce que le cinéma  
d'Asghar Farhadi révèle de la société iranienne ?  
Asal Bagheri

50 Une économie prometteuse, qui se heurte  
à de nombreux obstacles  
Entretien avec Fereydoon Khavand

56 Les Baloutches, d'une zone tribale au culte de l'iranité  
Stéphane A. Dudoignon

62 Sociologie des pratiques religieuses en  
République islamique  
Entretien avec Amir Nikpey

68 Repères ville : Téhéran : quelle participation  
« citoyenne » dans la mégalopole iranienne ?  
Sahar Saeidnia

## GÉOPOLITIQUE

72

72 Regards intimes sur un conflit : changements sociaux  
chez les Sahraouis  
Alice Wilson

78 Repères histoire : Quelques données sur le début  
de la lutte de libération sahraouie  
Francesco Correale

80 Guerre du Web et activistes des médias au  
Sahara occidental  
Sébastien Boulay et Julia Buquet

86 Dakhla : transformation d'une ville sous occupation  
Victoria Veguilla del Moral

## BD • LIVRES • CINÉ • WEB 92

9



© Khalid Gueddar

10



© Xinhua/He Canling

15



© Présidence iranienne

72



© BJK

92



© Vrazom





## QUELQUES DONNÉES SUR LE DÉBUT DE LA LUTTE DE LIBÉRATION SAHRAOUIE

**Mai 1973 : le Front populaire de libération de la Saguia el-Hamra et du Río de Oro (Polisario) mène sa première opération militaire contre un poste espagnol. C'est le début de la lutte armée contre la présence coloniale au Sahara occidental. Le Polisario n'apparaît pas de nulle part ; il est le fruit d'une gestation remontant aux événements de 1956-1958, lorsque les Sahraouis respirent le climat des luttes de libération. Mais pour comprendre les origines du mouvement nationaliste, il faut faire un saut dans l'histoire moderne du territoire et de ses populations.**

**Par Francesco Correale**

*Ingénieur de recherches au CNRS (UMR 7324 « Cités, Territoires, Environnement et Sociétés », université de Tours François-Rabelais) ; auteur de La grande guerre des trafiquants : Le front colonial de l'Occident maghrébin (L'Harmattan, 2014)*

Colonie depuis 1884, le Sahara occidental voit son statut changer en « Province métropolitaine de l'Espagne » en janvier 1958. Mais dans la mémoire des Sahraouis, cette année-là reste gravée pour deux autres raisons :

≈ L'opération « Écouvillon », intervention militaire franco-espagnole (10-24 février) contre les membres de l'Armée de libération (AL) qui, en provenance du Sud marocain, avait pénétré dans le Sahara espagnol dès 1956 et avait enflé ses rangs par le recrutement de Sahraouis. Fin 1957, elle contrôle tout le Sahara occidental, à l'exception des villes du littoral atlantique.

≈ La cession de la région de Tarfaya au royaume marocain en avril 1958. Intégrée au protectorat espagnol, elle est encore considérée par les Sahraouis comme une partie de leur territoire en raison des liens

familiaux et des parcours de nomadisation. Ces deux événements enveniment les relations avec l'administration coloniale. Par ailleurs, les bombes de 1958 frappent non seulement les contingents de l'AL, mais aussi les sources de ravitaillement (puits, pâturages, bétail), rendant critique la situation des nomades.

### ≈ Un contexte de malaise

À la même période, l'administration espagnole commence une politique d'importants investissements pour rendre exploitables les gisements de phosphates, découverts en 1947 ; et marquer sa présence au Sahara occidental à l'égard de l'ONU, qui en réclame la décolonisation, et de la population sahraouie, attentive aux appels à l'émancipation. Ce dynamisme politico-économique préconise l'agrandissement des noyaux urbains ; la sédentarisation des nomades, poussés dans les villes par le dépérissement des ressources du territoire ; la sahraouisation de certaines institutions locales. Ces mesures sont appréciées par une partie de la population, appauvrie par la sécheresse et les bombardements. La construction des infrastructures se fait grâce au recrutement de main-d'œuvre locale dont les salaires permettent de parer à la paupérisation des familles. Mais ce sont les notables – chefs de tribu et/ou de faction – qui en profitent le plus. Ils entrent dans les rouages administratifs de la Province par une cooptation se réalisant à travers l'octroi du droit de vote pour les conseils municipaux aux chefs de famille.

Cependant, les autorités ne semblent pas s'apercevoir du malaise qui traverse les secteurs de la société sahraouie laissés aux marges de leur action. Ainsi, le nationalisme se structure par la rencontre de deux composantes sociales et territoriales : les jeunes

de l'intérieur qui ne voient pas de perspectives d'émancipation dans la politique paternaliste espagnole (dont l'action reste déficitaire en matière d'éducation supérieure, obligeant les diplômés qui veulent s'inscrire à l'université à émigrer en Algérie, au Maroc et en Espagne) ; les membres de la diaspora qui refusent d'accepter d'autres nationalités que la leur et prônent la réunion de tous les Sahraouis dans une seule entité politique.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action de Mohammed Bassiri (1942-1970). Originaire de Tan-Tan, journaliste formé à l'extérieur du territoire « espagnol » (Maroc, Syrie et Égypte), il revient au Maroc en 1966, imbu des principes du panarabisme nassérien et du socialisme syrien du Baas. Deux ans plus tard, il est poursuivi par les autorités marocaines à cause de ses propos indépendantistes. Il se réfugie à Semara, où il entame la constitution d'un mouvement sur la base de petites cellules familiales élargies aux amis. En mars 1969, il ouvre une sorte d'école primaire pour l'alphabétisation de base des militants qui se transforme en centre de formation politique.

En décembre 1969, le mouvement a gagné tout le nord du Sahara. Il se donne une structure plus complexe et un nom : *Harakat Tahrir*, soit le Front de libération. Un secrétaire et un comité exécutif sont nommés. Tous les membres jurent sur le Coran qu'ils ne trahiront pas le peuple et qu'ils travailleront pour la patrie jusqu'à la dernière goutte de sang. Le mouvement parle tant à la jeunesse des villes, chez laquelle l'agacement à l'égard des autorités espagnoles est plus fort, qu'à certains notables mécontents, aux soldats de la police territoriale et des troupes nomades et au prolétariat sahraoui employé dans les chantiers ouverts pour la construction des infrastructures. En mai 1970, le mouvement peut compter

Des partisans du Front Polisario de l'indépendance du Sahara occidental manifestent à Aousserd, en mai 1975.



© UN Photo/Viviana Nizgala



Produite en 1960 par le Service géographique de l'armée espagnole, cette carte montre les provinces d'Ifrni, du Sahara et l'archipel des Canaries.

sur 7 000 membres. Les revendications affichées se limitent à la demande d'une autonomie pour la gestion des affaires internes et à la préconisation de l'indépendance dans les dix ou quinze années à venir. Mohammed Bassiri n'exclut guère la lutte armée et entre en contact avec Alger afin d'assurer l'entraînement militaire des militants. Début juin 1970, il adresse aux autorités un mémorandum contenant des revendications plus modérées. Le texte reste sans réponse.

Pour sa part, afin de montrer à l'ONU l'appui de la population à sa politique, le gouverneur espagnol José María Pérez de Lema (1967-1971) convoque à El-Ayoun une manifestation à laquelle sont invités tous les notables sahraouis et leurs familles. Pour les nationalistes, l'occasion est énorme : Mohammed Bassiri lance une contre-manifestation avec des slogans en faveur de l'autodétermination. Le soir du 17 juin 1970, le lendemain de l'événement, les autorités répondent par la répression.

### Le « Phoenix sahraoui »

Des vagues d'arrestations et de déportations se suivent pendant une semaine. Mohammed Bassiri est emprisonné dans la nuit du 17 au 18 juin 1970. Torturé, il disparaît, probablement tué par les militaires espagnols. Il est considéré comme le premier *desaparecido* par les nationalistes sahraouis, qui ne l'ont jamais déclaré mort. Quelque temps plus tard, le mouvement nationaliste renaît de ses cendres. Il se réorganise grâce à ceux qui sortent de prison et reprennent une activité politique ; et à d'autres militants qui, provenant de l'extérieur, essayent de donner une continuité à l'action de Mohammed Bassiri. Pendant que les premiers subissent encore une fois la répression espagnole, les membres du deuxième groupement, originaires pour la plupart de la région de Tarfaya – où le Maroc exerce un contrôle policier du territoire et pratique une politique de discrimination envers les Sahraouis –, manifestent en mai 1972 à Tan-Tan. Ils réclament la libération du Sahara. Ils sont arrêtés et torturés par les autorités marocaines. Parmi ces derniers, il y a El-Ouali Moustapha Sayed, né en 1948 en Mauritanie et issu d'une famille de pasteurs nomades sahraouis ayant fui les bombes de l'opération



© Servicio Geográfico del Ejército

« Écouvillon ». Après ses études au Maroc, il voyage en Europe et rentre aussi politisé, s'engageant dans les milieux de l'extrême gauche marocaine. El-Ouali Moustapha Sayed est l'un des fondateurs du Polisario, leader incontesté jusqu'à sa mort au cours d'une incursion militaire à Nouakchott, le 9 juin 1976.

Les activités politiques des étudiants sahraouis au Maroc suscitent l'intérêt de Brahim Ghali (né en 1946), ancien secrétaire du *Harakat Tahrir* et actuel président de la République arabe sahraouie démocratique (depuis juillet 2016), qui les invite à unir leurs forces. Ainsi, les deux groupes se rencontrent pour la première fois à Zouérate, en Mauritanie, en janvier 1973. Tant Brahim Ghali qu'El-Ouali Moustapha Sayed effectuent des périple pour demander le soutien des gouvernements de la région (Libye, Mauritanie, Algérie) et pour essayer d'impliquer dans la lutte toutes les branches du nationalisme sahraoui – les anciens membres de l'AL, ceux qui subissent la répression espagnole, les étudiants sahraouis discriminés au Maroc, la communauté sahraouie en Algérie. C'est à Ain Ben Tili, en Mauritanie, que les représentants

de ces différentes âmes du mouvement fondent le Polisario le 10 mai 1973. Ses membres ont très peu de moyens, mais ils sont déterminés à lutter pour la libération du Sahara occidental, à réunir tous les Sahraouis dans un même État ainsi qu'à œuvrer pour une éradication du tribalisme au nom de la « nation sahraouie ».

Le 20 mai 1973 a lieu la première action armée contre le poste d'El-Khanga, à proximité de la frontière avec le Maroc. Elle se transforme en meeting politique pour expliquer les raisons de l'attaque aux Sahraouis engagés dans l'armée espagnole. Un seul coup de fusil est tiré (par erreur), ne causant aucune victime. Ce tir est le premier d'une longue guerre destinée à se prolonger presque vingt ans, d'abord contre la présence espagnole, puis contre l'invasion de la Mauritanie (jusqu'en 1978) et du Maroc (jusqu'en 1991). Une guerre qui, pourtant, ne se révélera pas décisive puisque le Sahara occidental reste, encore aujourd'hui, l'une des dernières régions de la planète à être inscrites dans la liste des Nations unies des territoires non autonomes. ■

FRANCESCO CORREALE